



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT)

La Haie Sorette
BP 16
54450 Domjevin

Références : 2026_0274
Code AIOT : 0006200160

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT) implanté La Haie Sorette BP 16 54450 Domjevin. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT)
- La Haie Sorette BP 16 54450 Domjevin
- Code AIOT : 0006200160
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC EST exploite un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de DOMJEVIN.

Ce site relève du champ de la directive européenne sur les émissions polluantes (directive IED). Il n'est pas classé SEVESO.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Protection contre la pollution accidentelle	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 11	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Rubriques de classement	Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	Sans objet
2	Dispositif de traitement adéquat	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	Sans objet
3	Entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	Sans objet
5	Valeurs limites applicables aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 17	Sans objet
6	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des eaux pluviales sur le site de Domjevin est réalisée conformément aux dispositions applicables.

Un point particulier a été fait sur les modifications en cours au niveau de la vanne située entre le bassin d'orage et la réserve incendie suite au dossier de porter à connaissance déposé en décembre 2025. Des informations sont apportées sur le calendrier de réalisation des travaux d'asservissement de cette vanne avec l'installation de détection incendie.

Concernant le tableau de suivi des déchets par mentions de danger qui se sont révélées inadaptées lors de la précédente inspection, l'exploitant a fourni la démonstration du non-classement SEVESO du site. Cependant, aucune évolution n'a été apportée au dit tableau. De plus, il comporte des erreurs sur les tonnages maximum en stockage au titre de la rubrique 3550.

L'inspection réitère sa demande de mise en place d'un outil de suivi permettant de s'assurer du maintien en tout temps du non-classement du site de DOMJEVIN. Un retour à des quantités

stockées conformes aux tonnages maximum autorisés pour la rubrique 3550 est également demandé sous un délai maximal de 15 jours.

2-4) **Fiches de constats**

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a transmis préalablement à l'inspection un plan des réseaux en date de juin 2025. Lors de l'inspection, un plan actualisé au 9 février 2026 a été présenté lors de l'inspection, intégrant les nouvelles installations, et retransmis par courriel du 6 mars 2026. Il fait bien apparaître les éléments attendus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositif de traitement adéquat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales	
Prescription contrôlée :	
Les eaux pluviales susceptibles d’être significativement polluées du fait des activités menées par l’installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. « Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers. »	
« Article 4.3.5- Localisation des points de rejet- APC 2024-011 du 11 juillet 2024	
Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :	
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1

Coordonnées PK et coordonnées Lambert	/
Coordonnées (Lambert II étendu)	N48° 33,876 - E6° 41,386
Nature des effluents	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	Eaux superficielles
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures
Milieu naturel récepteur	La Vezouze via le ruisseau de La Baraque
Conditions de raccordement	Via un débourbeur / déshuileur et bassin de décantation
Autres dispositions	/

Les eaux pluviales récupérées dans les rétentions des cuves sont acheminées vers un bassin de 40 m³, dit bassin tampon amont isolé par une vanne en position normale fermée et à ouverture manuelle conditionnée au contrôle fixé à l'article 9.2.2.1 afin de garantir une rétention des eaux en cas de pollution.

Ces eaux rejoignent au niveau du débourbeur/déshuileur les eaux pluviales de ruissellement de voirie des bassins versants Nord et Sud et des toitures des bâtiments A et D.

Les eaux pluviales de ruissellement des voiries du bassin versant Nord sont dirigées directement vers le débourbeur/déshuileur.

Les eaux pluviales de ruissellement sur les voiries du bassin versant Sud sont collectées et régulées au sein d'un bassin enterré de 205 m³ aménagé au Sud-est du site. Elles sont ensuite rejetées à un débit régulé à 5 l/s vers le débourbeur/déshuileur.

L'ensemble est ensuite acheminé au bassin tampon aval orage de 570 m³, permettant de garantir une rétention des eaux en cas de pollution et de retenir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie et les eaux d'un orage décennal. Ce bassin est isolé par des vannes en position normale fermées et à

ouverture manuelle conditionnée par un contrôle préalable de pollution prévu à l'article 9.2.2.1.

De ce bassin, les eaux sont ensuite reprises par pompage, puis de nouveau traitées par un débourbeur -déshuileur, et dirigées vers le bassin de réserve d'eau d'incendie du site de 480 m³. Par surverse naturelle, le trop plein rejoint le milieu naturel.

Les éventuelles égouttures issues de la zone de chargement et déchargement des camions, les eaux de lavage des emballages vides et les eaux de lavage extérieur des camions sont récupérées dans les cuves eaux souillées et éliminées en tant que déchets.

Les eaux sanitaires sont traitées et évacuées dans un système d'assainissement autonome conformément à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 avant rejet dans le fossé busé longeant le RD 19.

Les eaux de toiture du bâtiment B sont récupérées pour être utilisées dans l'installation de nettoyage des emballages vides, le surplus est évacué dans le fossé longeant le site. »

Constats :

Conformément à l'article 4.3.5 de l'arrêté complémentaire 2024-011 du 11 juillet 2024, 4 types d'eaux pluviales sont identifiés sur site:

- les eaux pluviales des rétentions,
- les eaux pluviales de la voirie Nord
- les eaux pluviales de la voirie Sud-extension,
- les eaux pluviales de toiture.

Les eaux pluviales des rétentions et de la voirie Nord sont collectées et envoyées vers le bassin d'orage avec passage préalable dans un débourbeur-déshuileur.

Les eaux de la voirie Sud sont réinjectées dans le bassin d'orage via un bassin de régulation avec passage préalable dans un débourbeur-déshuileur.

Les eaux pluviales de toiture du bâtiment A sont collectées et traitées comme les eaux de rétention.

Celles en provenance du nouveau bâtiment D sont collectées dans une cuve enterrée de 60 m³ utilisée pour le remplissage des véhicules hydrocureurs, le surplus étant renvoyé vers le bassin de régulation puis le bassin d'orage.

Concernant le bâtiment B, elles sont récupérées dans une cuve aérienne de 15 m utilisée pour le lavage des contenants. Le surplus est dirigé directement en milieu naturel (la Vezouze via le ruisseau de la Baraque).

Concernant le bâtiment C, les eaux de toiture sont directement dirigées en milieu naturel.

Toutes les eaux collectées dans le bassin d'orage sont redirigées vers le bassin incendie après passage dans un second débourbeur-déshuileur avant rejet en milieu naturel.

La collecte est donc réalisée par un réseau spécifique et traitée par plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les débourbeurs/déshuileurs font l'objet d'une vidange annuelle. Une surveillance régulière est réalisée dans le cadre des rondes de maintenance. Si nécessaire, une vidange est réalisée de façon anticipée. La société CHIMIREC dispose des moyens en interne pour réaliser le curage du fait de son activité. Si l'opération de curage est réalisée en interne, la prise en charge des déchets générés (eaux/boues) fait l'objet d'une fiche de suivi travaux hydrocurage ainsi que de l'établissement du bordereau de suivi de déchets lors de sa prise en charge dans les circuits de traitements adaptés. Le dernier curage a eu lieu le 7 mai 2025 et les documents relatifs à cette intervention ont été consultés lors de l'inspection (fiche de suivi de travaux, bordereau de pesée, bordereaux de suivi des déchets). Ce point de contrôle n'appelle pas d'observations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection contre la pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 11
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.5.6 de l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010 relatif au bassin de confinement amont et aval.</p> <p><i>"Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à 2 bassins de confinement étanches aux produits collectés : bassin tampon amont et aval. Leur capacité minimum respective est de 40 m³ et 570 m³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le CHAPITRE 3.23 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</i></p> <p><i>Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures et des sols,</i></p>

est collecté dans un bassin de confinement (bassin tampon aval) d'une capacité minimum de 570 m³, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête.

Ces deux bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité 610 m³, tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie majeur sur le site.

Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance."

Constats :

Comme présenté dans le dossier de porter à connaissance, le bassin de confinement de 40 m³ aérien a été remplacé par un bassin enterré de même capacité, localisé au même endroit. Il a été mis en fonctionnement au mois de juillet 2025. L'implantation a été vérifiée lors de la visite du site. Les travaux ayant été réalisés en période sèche, il n'y a pas eu de difficulté lors de la phase transitoire de chantier.

Concernant le bassin d'orage, il est isolé du bassin de réserve incendie par une vanne manuelle. Ce point a été vérifié lors de la visite sur site.

Un nouveau porter à connaissance daté du 5 décembre 2025 est actuellement en fin d'instruction (phase de contradictoire sur le projet d'arrêté complémentaire en cours). Une des modifications porte sur une modification de la gestion des eaux en laissant la vanne située entre le bassin d'orage de 570 m³ et le bassin de réserve incendie de 480 m³ ouverte en continu, mais en assurant un asservissement à l'installation de détection incendie. Cette demande a été formulée au vu de la vitesse de remplissage du bassin d'orage de 570 m³ qui se remplit rapidement en cas de pluviométrie importante avec des risques de débordement en dehors du bassin et sur site compte-tenu des volumes de remplissage disponibles.

Cette vanne peut aussi être fermée manuellement en cas de déversement accidentel sur la voirie Nord.

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé le remplissage parfois journalier, comme lors de l'épisode de grosse pluviométrie connu dernièrement. La mise en place du bassin de régulation, le remplacement des 2 pompes de relevage situées entre le bassin d'orage et le bassin de réserve incendie et le maintien de la vanne en position ouverte continue ont permis de gérer ces épisodes.

Une consultation pour des travaux d'asservissement est lancée (réalisation de devis en cours).

Dans l'attente de cet asservissement, avec maintien d'une possibilité de manœuvre manuelle de fermeture de la vanne, le niveau de remplissage du bassin d'orage est vérifié régulièrement lors des heures d'ouverture et de fonctionnement du site. La vanne est ouverte uniquement sur les périodes avec présence humaine sur site et fermée la nuit, les week-ends et jours fériés. Des

passages d'astreinte sont mises en place le week-end pour vérifier le niveau de remplissage du bassin et déclencher sa vidange si nécessaire.

La visite d'inspection a révélé une erreur dans le dossier de porter à connaissance et sur le schéma de nouvelles modalités de gestion y figurant. Il y est mentionné 2 vannes (avant le bassin d'orage et après le débourbeur situé en amont du bassin incendie). Or, il n'existe qu'une seule vanne entre le second débourbeur et le bassin de réserve incendie. Quant à la vanne identifiée entre le premier débourbeur et le bassin d'orage, il s'agit en fait de pompes de relevage. Un logigramme mis à jour a été transmis par courriel du 16 mars 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant les travaux d'asservissement de la vanne à l'installation de détection incendie, des devis ayant été établis, un calendrier des travaux est à adresser à l'inspection sous un délai d'un mois et à la date de réalisation des travaux, des justificatifs attestant de la mise en œuvre de cet asservissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Valeurs limites applicables aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 17

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Se référer à l'arrêté d'autorisation

Constats :

Les résultats des analyses mensuelles sont déclarés via l'application GIDAF. Aucun dépassement des valeurs limites d'émission n'est à relever.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 20

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Se référer à l'arrêté d'autorisation

Constats :

Les mesures périodiques sont réalisées conformément aux dispositions de l'article 9.2..2.1 de l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010:

- contrôle interne avant rejet entre le second séparateur et le bassin incendie,
- contrôle à minima mensuel par un organisme extérieur agréé en amont du rejet au milieu naturel.

Les résultats sont déclarés via l'application GIDAF. Il n'y a pas de dépassement des valeurs limites d'émission.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rubriques de classement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Rubrique

Prescription contrôlée :

Le tableau recensant les rubriques de classement des installations figurant à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2014-0255 du 16 juin 2014 a été remplacé. Le site de DOMJEVIN est soumis aux rubriques suivantes:

Rubrique	Désignation activité	Activité exercée	Régime
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes	Transit de déchets dangereux: 1282 tonnes de ces déchets stockées au plus sur le site.	A
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10tonnes par jour: - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520,	Capacité d'au plus 200t/j	A

	- reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520. Mélange de déchets dangereux et reconditionnement		
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses, la quantité de déchets stockés étant supérieure à 1 t.	<p>Stockage vrac: 1010 t</p> <p>Stockage de déchets conditionnés: 256,2 t</p> <p>Soit au maximum 1266,2 t dans les limites prévues au sous-article 3.2 du présent arrêté</p> <p>Capacité annuelle de l'installation: 20 000 tonnes.</p>	A
2790-1b	Installation de traitement de déchets dangereux, la quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emplois ou de stockages de ces substances ou préparations	<p>Séparation des eaux souillées</p> <p>Décantation des huiles claires</p> <p>Décantation des huiles noires</p> <p>Déchiquetage d'emballages souillés.</p> <p>Les quantités maximales de déchets concernés sont fixées au sous-article 3.2 du présent arrêté</p>	A

2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	60 m ³ de papier, carton et bois et 60m ³ de pare-chocs soit au total 120m ³	D
2795-2	Installation de lavage de fûts conteneurs et citernes de transport, la quantité d'eau mise en œuvre étant inférieure à 20 m ³ /j	Lavage d'emballages souillés avec une consommation d'eau de 10m ³ /jour.	D

Constats :

Au titre des rubriques 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) et 2718-1 (transit de déchets dangereux), le site est autorisé pour respectivement 1282 t et 1266,2 t (dont 271,2 t de déchets conditionnés). Lors de la précédente visite, l'extraction des stocks indiquait 881 tonnes de déchets dangereux présents sur le site dont 128 tonnes de déchets conditionnés. De plus, le site n'étant pas classé SEVESO, il a été demandé les moyens de suivi pour garantir que le seuil par dépassement direct ou règle du cumul n'était pas dépassé. Il a été mis en évidence par le tableau d'extraction des stocks la présence sur site de :

- 224 t de déchets classés H410
- 754 t de déchets classés H411.

Ces quantités classeraient le site SEVESO Seuil Haut par dépassement direct. L'exploitant a toutefois précisé que le classement des déchets dans le tableau n'est pas précis, les phrases de risque utilisées étant surestimées. Le suivi du classement SEVESO est essentiel pour un tel site ; pourtant le suivi des quantités de déchets en fonction de leur dangerosité, tel que présenté, n'en

est pas à la hauteur.

Il a été demandé par l'inspection que l'exploitant modifie très rapidement son tableau de suivi pour qu'il soit conforme à la situation réelle s'agissant des propriétés de danger des déchets, et démontre à tout moment que le site n'est pas classée SEVESO. Sous un mois, un nouveau tableau était à transmettre à l'inspection, accompagné des éléments d'appréciation justifiant les mentions de danger de référence retenues pour les déchets (au regard de leurs propriétés de danger) ainsi qu'un positionnement par rapport au statut SEVESO du site, par dépassement direct et par les calculs de la règle du cumul.

Par courrier reçu le 22/12/2025, l'exploitant a adressé le positionnement attendu sur la base des tonnages maximum autorisées sur site au regard son arrêté préfectoral d'autorisation. Le recensement des rubriques et types de danger conduit à la synthèse suivante:

	a	b	c
Cumul seuil bas	0,348	0,162	0,422
Cumul seuil haut	0,087	0,038	0,203

Le site est non classé au titre SEVESO par la règle des cumuls.

Il indique également que l'état de stocks est automatisé, tiré du logiciel interne UNICOM. Ce logiciel est paramétré pour intégrer les mentions de dangers associés aux déchets en transit sur le site mais sans détailler les familles ICPE dans l'état des stocks UNICOM. Il y a une volonté de majoration de la prise en compte des risques : mentions de danger associées aux déchets d'une même famille considérées pour l'ensemble de la famille.

La demande formulée par l'inspection a été remontée au service support du groupe CHIMIREC et une réflexion est lancée sur ce point.

Au jour de la visite, il a été procédé à une nouvelle extraction des stocks au 4 mars 2026.

L'extraction des stocks indique 1123 tonnes de déchets dangereux sur le site, dont 137 tonnes de déchets conditionnés.

Par rapport aux tonnages autorisés au titre de la rubrique 3550, mis à jour dans le dossier de porter à connaissance de janvier 2024, des dépassements des tonnages maximums autorisés à l'instant t sont observés sur les déchets suivants:

Type de déchets dangereux	Tonnage maximum à l'instant t	Tonnage au 4 mars 2026
Emballages et matériaux souillés broyés (en conditionné et non en vrac comme indiqué)	20 t	56,633 t
Imageries médicales	1 t	1,757 t
Solvants chlorés (conditionnés)	1 t	1,66 t

Solvants non chlorés (vrac)	30 t	32,07 t
Pâteux (conditionnés)	30 t	41,714
Pâteux (vrac)	70 t	205,697

De plus, les capacités indiquées dans l'état des stocks pour les eaux souillées et les liquides de refroidissement n'ont pas été mises à jour (respectivement 195 t pour 260 t et 65 t au lieu de 30 t). A ce jour, l'exploitant est sans retour sur sa demande au service support.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection réitère sa demande de mise en place d'un outil de suivi du classement SEVESO permettant de s'assurer à tout instant du non classement du site de Domjevin. Il doit également prendre en compte les modifications apportées en janvier 2024 sur les tonnages maximum autorisés au titre de la rubrique 3550. Il est demandé la transmission des éléments répondant à cette demande sous un délai de 3 mois.

De plus, un retour au respect des tonnages maximum autorisés est attendu sous un délai de 15 jours. L'exploitant transmettra à l'inspection tout élément justifiant un retour à la conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois